

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité Administrative – bâtiment A
24016 PERIGUEUX CEDEX

PERIGUEUX, le 18/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAILLIE Baptiste

Route du Bac
24630 Jumilhac-le-Grand

Références : **UBD24-47/0211/2025**

Code AIOT : 0100017029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du 30/06/2025 de l'établissement de M. MAILLIE Baptiste implanté Chemin des loubresses 24630 Jumilhac-le-Grand. . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAILLIE Baptiste
- Chemin des loubresses 24630 Jumilhac-le-Grand
- Code AIOT : 0100017029
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Baptiste MAILLIE, par courrier du 13/01/2009, avait demandé l'autorisation d'exploiter un dépôt ferrailles de + 50m².

Par courrier en réponse du 03/02/2009, il lui avait été indiqué qu'il devait déposer un dossier de demande d'autorisation pour un stockage VHU.
Ce dossier n'a jamais été déposé.

Lors de la visite d'inspection du 28 février 2023, l'exploitant n'avait pas fait évacuer les divers déchets et véhicules hors d'usage sur les parcelles n°23, 24 et, 27, section AY.
L'exploitant n'avait pas respecté ses engagements comme annoncé dans son courrier du 17 avril 2023 ou celui-ci s'engageait à évacuer et nettoyer l'ensemble des parcelles dans les plus bref délais, suite au contradictoire..

S'agissant du non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 10 mai 2023, l'Inspection des installations classées avait proposé à Mme la Préfète en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement un arrêté infligeant à l'exploitant une astreinte administrative journalière pour un montant de 150 €/jour.
L'arrêté a été signé le 20 février 2025.

Le 30 juin 2025, l'inspection des installations classées a pu constater que l'ensemble du site avait été nettoyé.
Il est donc proposé à Mme la Préfète d'abroger l'arrêté infligeant à l'exploitant une astreinte administrative journalière ainsi que l'arrêté de mise en demeure.